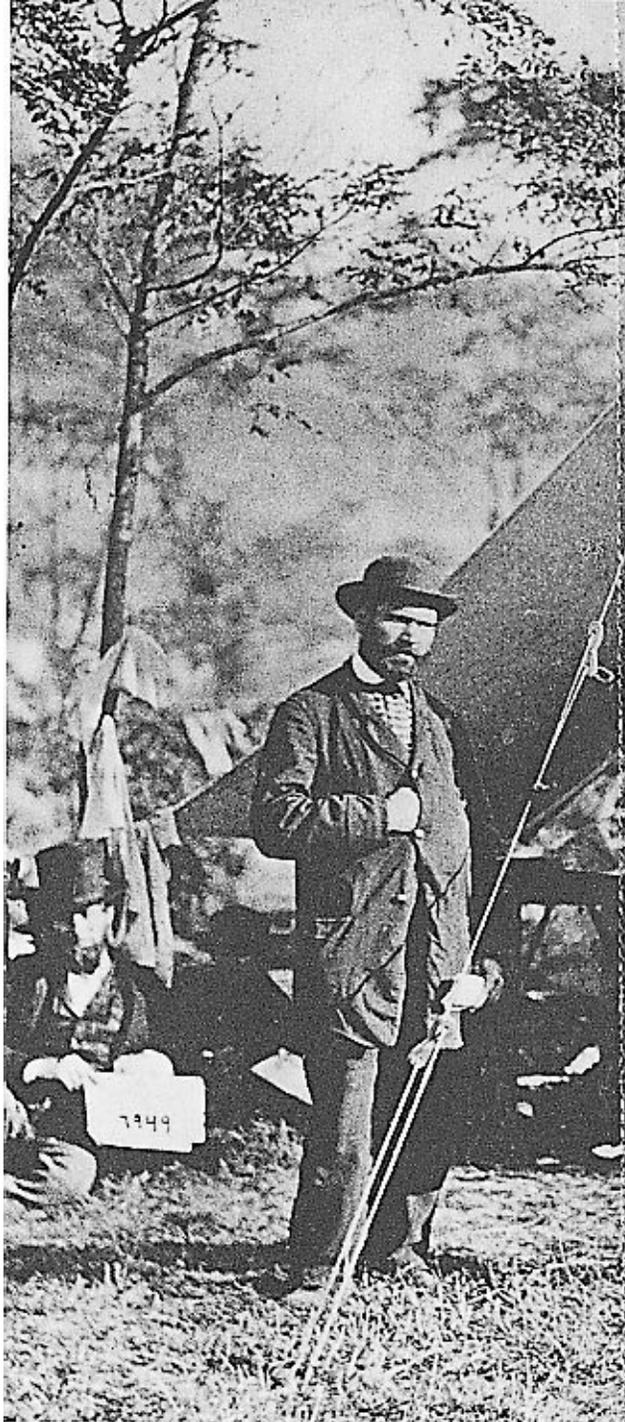


EQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS
CHAPITRE SIX

VI

**QUERELLES
INTESTINES**



Le président Abraham Lincoln (au centre) dans un camp nordiste en octobre 1862, après la bataille d'Antietam.



«UNE MAISON DIVISEE
CONTRE ELLE-MEME
NE PEUT RESTER
DEBOUT. JE CROIS QUE
CE REGIME NE PEUT SE
PROLONGER DE
FAÇON PERMANENTE,
MI-ESCLAVAGE,
MI-LIBERTE.»

Abraham Lincoln, 1858

Vers le milieu du XIX^e siècle, les Etats-Unis commencèrent à attirer en nombre croissant des visiteurs étrangers. Comme l'a noté un historien : «Ce qui avait été un arrière-pays livré à l'exploitation coloniale, quelque peu obscur et parfois idéalisé de façon romantique, devint presque du jour au lendemain un phénomène à étudier, une expérience politique et morale dont il fallait jauger la valeur.»

**DEUX
AMERIQUES**

Aucun visiteur n'a laissé un témoignage plus durable de ses voyages et de ses observations aux Etats-Unis que l'écrivain et politologue français Alexis de Tocqueville, dont l'ouvrage *De la démocratie en Amérique*, publié pour la première fois en 1835, demeure l'une des analyses les plus aiguës et les plus pénétrantes des pratiques sociales et politiques américaines. Tocqueville était un observateur

trop avisé pour ne pas émettre des critiques envers les Etats-Unis, mais son jugement est dans l'ensemble favorable : «Le gouvernement de la démocratie fait descendre l'idée des droits politiques jusqu'au moindre des citoyens, comme la division des biens met l'idée du droit de propriété à la portée de tous les hommes.» Pourtant, Tocqueville était seulement l'un des tout premiers penseurs sur la longue liste de ceux qui s'inquiétaient de savoir si cette égalité approximative pourrait survivre face à un système industriel en pleine croissance, car celui-ci menaçait de creuser un fossé entre les travailleurs des usines et la nouvelle élite des affaires.

D'autres voyageurs s'émerveillaient de voir l'essor et la vitalité du pays. Mais des vues aussi optimistes n'étaient en aucune façon unanimes. Un sceptique, le romancier anglais Charles Dickens, qui avait visité les Etats-Unis pour la première fois en 1841-1842, écrivait dans une lettre : «Ce n'est pas cette république-là que j'étais venu voir. Ce n'est pas cette république-là que j'avais imaginée... Plus je pense à sa jeunesse et à sa vigueur, plus elle paraît à mes yeux pauvre et insignifiante sous des milliers d'aspects. Dans tous les domaines dont elle s'enorgueillit – sauf pour l'instruction du peuple et les soins qu'elle donne aux enfants pauvres – elle sombre à des profondeurs incommensurables au-dessous du niveau où je l'avais située.»

Dickens n'était pas le seul à penser ainsi. L'Amérique du XIX^e siècle, comme toujours au cours de son histoire, a généré des attentes et des passions qui, bien souvent, ne s'accordaient pas avec une réalité plus prosaïque et plus complexe. Déjà, par ses dimensions et sa diversité, elle défiait toute généralisation facile et invitait aux contradictions. La société américaine était à la fois éprise de liberté et esclavagiste ; c'était un pays où des territoires frontaliers et primitifs se trouvaient en pleine expansion, au même titre que les villes où se développaient le commerce et l'industrialisation.

**DES TERRES
PLEINES DE
PROMESSES**

En 1850, le territoire national couvrait des forêts, des plaines et des montagnes. A l'intérieur de ses frontières lointaines vivaient 23 millions d'habitants, au sein d'une Union poli-

tique de 31 Etats. L'Est était le théâtre d'une fantastique explosion industrielle. Dans le Midwest et le Sud, l'agriculture était florissante. Après 1849, les mines d'or de Californie vinrent injecter le métal précieux dans le flux du commerce.

La Nouvelle-Angleterre, le New Jersey, la Pennsylvanie et l'Etat de New York abritaient les grands centres de l'industrie, du commerce et de la finance. Les principaux produits de la région étaient les textiles, le bois, les vêtements, les machines, les cuirs et les lainages. En même temps, le commerce maritime était au faite de la prospérité.

Le Sud, de l'Atlantique au Mississippi, voire au-delà, formait une unité politique relativement homogène, dont l'économie était centrée sur l'agriculture. Le tabac était la production la plus importante de la Virginie, du Maryland et de la Caroline du Nord. En Caroline du Sud, les récoltes de riz étaient abondantes ; le climat et le sol de la Louisiane étaient propices à la culture de la canne à sucre. Mais le coton était devenu le produit dominant, en quelque sorte le symbole du Sud. En 1850, le Sud des Etats-Unis fournissait plus de 80 % de la consommation mondiale de coton. Les esclaves étaient employés à toutes ces cultures, mais surtout à celle du coton.

Le Midwest, avec ses prairies sans fin et sa population en expansion rapide, prospérait. L'Europe et les régions de l'Amérique colonisées de longue date avaient besoin du blé et de la viande de l'Ouest. L'introduction de machines agricoles qui remplaçaient en partie la main-d'œuvre – notamment la moissonneuse McCormick – permit une augmentation sans précédent de la production. Les récoltes de blé passèrent de 35 millions d'hectolitres en 1850 à près de 61 millions en 1860, dont plus de la moitié était produite par le Midwest.

L'amélioration considérable des moyens de transport contribua grandement à la prospérité de l'Ouest ; de 1850 à 1857, la barrière des Appalaches fut franchie par cinq voies ferrées qui reliaient le Midwest à l'Est. Ces liaisons ferroviaires suscitérent des intérêts économiques qui maintinrent la cohésion politique de l'Union entre 1861 et 1865. Au début, le Sud n'avait pas pris une grande part au développement du réseau ferroviaire, mais, à la fin des années 1850, le rail traversa les montagnes, reliant le cours inférieur du Mississippi à la côte méridionale de l'Atlantique.

**ESCLAVAGE
ET PARTI-
CULARISMES**

Il y avait pourtant une question qui aggravait les divergences régionales et économiques entre le Nord et le Sud : l'esclavage. Jaloux des bénéfices considérables amassés par les hommes d'affaires du Nord qui commercialisaient les récoltes de coton, les sudistes attribuaient l'arriération de leur propre région aux progrès du Nord. Les nordistes, pour leur part, déclaraient que l'esclavage – cette «institution particulière» que le Sud tenait pour essentielle à son économie – était entièrement responsable du retard relatif de cette partie du territoire.

Dès 1830, le fossé s'était creusé entre les uns et les autres à propos de l'esclavage. Dans le Nord, le sentiment abolitionniste gagnait en puissance, encouragé par le mouvement du *free soil* – littéralement «terre libre» – qui s'opposait vigoureusement à toute extension de l'esclavage aux territoires de l'Ouest qui n'étaient pas encore constitués en Etats. Pour les sudistes de 1850, l'esclavage représentait un état de fait dont ils ne se sentaient pas plus responsables que de l'utilisation de la langue anglaise ou de leurs institutions représentatives. D'ailleurs, sur certaines parties de la côte, en 1850, l'esclavage existait depuis plus de deux siècles et faisait partie des fondements de l'économie régionale.

Seule une minorité de sudistes blancs possédaient des esclaves. En 1860, il y avait 46 274 planteurs dans l'ensemble des Etats esclavagistes ; pour être considéré comme planteur, il fallait posséder au moins vingt esclaves. Plus de la moitié des esclaves travaillaient dans des plantations. Certains agriculteurs indépendants, dont 70 % détenaient moins de quarante hectares, avaient aussi des esclaves, mais la plupart n'en avaient pas ; c'était notamment le cas des «pauvres Blancs», qui se situaient sur l'échelon le plus bas de la société sudiste. Il est facile de comprendre pourquoi les planteurs, qui possédaient la plupart des esclaves, avaient intérêt à perpétuer cette institution. Mais les agriculteurs libres et les «pauvres Blancs» la soutenaient tout autant. Ils craignaient que les Noirs, s'ils étaient affranchis, leur disputent les terres. De même, la présence des esclaves rehaussait la situation des agriculteurs libres et des «pauvres Blancs» sur l'échelle sociale, et ils ne voulaient pas abandonner de bon gré cette supériorité.

Sous la pression de l'opinion nordiste, les dirigeants politiques du Sud, les membres des professions libérales et la plus grande partie du clergé, ne cherchant plus à se disculper, se faisaient au contraire les ardents défenseurs de l'esclavage. Dans le Sud, les journalistes soulignaient, par exemple, que les rapports de maître à esclave étaient plus humains dans un système esclavagiste que les relations de patron à salarié dans la société nordiste.

Avant 1830, les plantations étaient administrées selon l'ancienne tradition patriarcale où le maître surveillait personnellement ses esclaves. Pourtant, de plus en plus, l'introduction de cultures cotonnières à grande échelle dans le Sud «profond» avait incité le planteur à confier progressivement cette tâche à des intendants professionnels qui, pour conserver leur emploi, devaient exiger des esclaves le plus fort rendement possible.

L'esclavage était, par nature, un régime fondé sur la brutalité et la coercition. Les coups étaient fréquents et les membres d'une même famille étaient séparés au hasard des ventes. En fin de compte, pourtant, ce n'était pas le comportement des maîtres et des intendants qui suscitait les critiques les plus virulentes, mais bien la violation du droit inaliénable à la liberté imparti à chaque être humain.

LES ABOLITIONNISTES

Dans l'arène politique nationale, les sudistes cherchaient principalement à sauvegarder et à promouvoir les intérêts du secteur cotonnier esclavagiste. L'expansion était tenue pour une nécessité, car le gaspillage entraîné par la monoculture épuisait rapidement les sols et augmentait le besoin de nouvelles terres fertiles. En outre, le Sud pensait qu'il lui fallait des territoires supplémentaires pour constituer d'autres Etats esclavagistes, afin de contrebalancer l'admission d'Etats antiesclavagistes dans l'Union. Le Nord, partisan de la liberté, voyait dans les théories sudistes les bases d'une conspiration visant à développer l'esclavage ; au cours des années 1830, l'opposition entre les deux parties s'intensifia.

Né de la guerre d'Indépendance, un mouvement anti-esclavagiste antérieur avait remporté sa dernière victoire en

1808, lorsque le Congrès avait aboli la traite des esclaves avec l'Afrique. Par la suite, l'opposition fut largement le fait des quakers, qui continuèrent de protester faiblement, mais sans résultat, tandis que, avec l'invention de l'égreneuse à coton et l'expansion vers l'ouest, dans la région du delta du Mississippi, la demande d'esclaves ne cessait d'augmenter.

Le mouvement abolitionniste qui fit son apparition au début des années 1830 était combatif et intransigeant ; il demandait la suppression immédiate de l'esclavage. Ce courant trouva un chef en la personne de William Lloyd Garrison, jeune homme du Massachusetts qui alliait l'héroïsme du martyr au zèle ardent du démagogue. Le 1^{er} janvier 1831, Garrison publiait le premier numéro de son journal, *The Liberator*, dans lequel il déclarait : «Je lutterai avec acharnement pour l'affranchissement immédiat de tous nos esclaves... Sur ce point, je ne veux ni réfléchir, ni parler, ni écrire avec modération... Je suis déterminé – je ne tergiverserai pas – je ne chercherai pas d'excuse – je ne reculerai pas d'un pouce – *et je me ferai entendre.*»

Les méthodes à sensation utilisées par Garrison ouvrirent les yeux des nordistes sur ce qu'il y avait de néfaste dans une institution qu'ils en étaient arrivés à considérer comme immuable. Garrison cherchait à étaler les aspects les plus répugnants de l'esclavage et fustigeait les propriétaires d'esclaves qu'il considérait comme des bourreaux et des trafiquants de vies humaines. Il ne reconnaissait aucun droit aux maîtres, n'acceptait aucun compromis, ne tolérait aucun atermoiement. D'autres abolitionnistes soutenaient que les réformes devaient être obtenues par des moyens légaux et pacifiques. Mais Garrison reçut le concours d'une autre voix puissante, celle de Frederick Douglass, un esclave fugitif qui galvanisait son public nordiste en prenant la parole au nom de la société antiesclavagiste du Massachusetts ou, plus tard, en écrivant des articles éloquentes dans l'hebdomadaire abolitionniste *Northern Star*.

L'une des principales initiatives prises par le mouvement antiesclavagiste consista à aider les esclaves à chercher refuge dans le Nord ou de l'autre côté de la frontière canadienne. Un réseau compliqué de routes secrètes – connu sous le nom de «chemin de fer clandestin» – fut mis en place

dans ce but pendant les années 1830, dans toutes les régions du Nord ; il enregistra ses plus grands succès sur les anciens territoires du Nord-Ouest. Dans le seul Etat de l'Ohio, on estime à plus de 40 000 les esclaves qui, entre 1830 et 1860, recouvrèrent ainsi leur liberté. Le nombre des sociétés antiesclavagistes locales augmentait à un tel rythme qu'en 1840 elles étaient environ 2 000 et rassemblaient quelque 200 000 adhérents.

Malgré les efforts des militants qui voulaient faire de l'esclavage un cas de conscience, la plupart des nordistes se tenaient à l'écart du mouvement ou s'y opposaient activement. En 1837, par exemple, à Alton, dans l'Illinois, la foule tua le journaliste abolitionniste Elijah P. Lovejoy. Mais certains comportements des sudistes permirent à leurs adversaires d'associer la question de l'esclavage à la cause des libertés civiques, chère au cœur des Blancs. Ainsi, en 1835, une foule en colère avait détruit les envois de livres abolitionnistes à la poste de Charleston, en Caroline du Sud. Quand le receveur déclara qu'il n'assurerait plus la distribution du courrier antiesclavagiste, d'aigres controverses divisèrent le Congrès. En outre, les abolitionnistes décidèrent d'inonder leurs sénateurs et leurs représentants de pétitions exigeant l'interdiction de l'esclavage dans le district de Columbia. En 1836, la Chambre adopta une règle destinée à reporter automatiquement tout débat sur ces pétitions, ce qui revenait à les supprimer. L'ancien président John Quincy Adams, élu à la Chambre des représentants en 1830, combattit cette «règle du baïllon», comme on l'appelait, qu'il tenait pour une violation du Premier Amendement. La Chambre abrogea cette disposition en 1844.

**LE TEXAS ET
LA GUERRE
AVEC LE
MEXIQUE**

A partir de 1820, des Américains de plus en plus nombreux s'étaient installés sur les vastes territoires du Texas, où, bien souvent, le gouvernement mexicain leur octroyait des terres. Leur nombre inquiéta pourtant très vite les autorités locales qui, en 1830, interdirent toute nouvelle immigration. En 1834, le général Antonio López de Santa Anna imposa sa dictature au Mexique ; l'année suivante, les

Texans se révoltèrent. Santa Anna extermina un groupe de rebelles américains lors du fameux siège de Fort Alamo, au début de 1836, mais un mois plus tard, les Texans, sous le commandement de Sam Houston, anéantirent l'armée mexicaine et capturèrent Santa Anna à la bataille de San Jacinto, assurant ainsi l'indépendance du Texas. Pendant près d'une décennie, ce territoire forma une république indépendante, avant de devenir le 28^e Etat de l'Union en 1845.

Bien que le Mexique eût rompu ses relations avec les Etats-Unis lors de l'indépendance du Texas, une question des plus litigieuses restait en suspens : celle des frontières du nouvel Etat. Le Texas réclamait toutes les terres situées au nord du Rio Grande. Le Mexique répliquait que la ligne de démarcation passait bien plus au nord, le long du Rio Nueces. Cependant, les pionniers affluaient dans les territoires du Nouveau-Mexique et de la Californie, de nombreux Américains proclamant que la «destinée manifeste» des Etats-Unis était de s'étendre vers l'ouest, jusqu'au Pacifique.

Les Etats-Unis s'efforcèrent d'acheter les territoires du Nouveau-Mexique et de la Californie, mais en vain. Aussi, après un affrontement entre les troupes mexicaines et celles de l'Union, le long du Rio Grande, les Etats-Unis déclarèrent-ils la guerre au Mexique en 1846. Les forces de l'Union occupèrent le territoire du Nouveau-Mexique, puis soutinrent les colons californiens révoltés. Une armée placée sous le commandement de Zachary Taylor envahit le Mexique, où elle remporta les victoires de Monterey et de Buena Vista, sans parvenir à convaincre le gouvernement mexicain de s'asseoir à la table des négociations. En mars 1847, les forces des Etats-Unis, commandées par Winfield Scott, débarquèrent près de Veracruz sur la côte orientale du Mexique. Après une série de durs engagements, elles entrèrent dans Mexico. Pourtant, Washington dut attendre la démission de Santa Anna pour pouvoir négocier le traité de Guadalupe Hidalgo par lequel le Mexique cédait le Sud-Ouest (actuel) des Etats-Unis et la Californie pour quinze millions de dollars.

Ce conflit constitua une sorte de répétition générale pour bien des officiers américains qui allaient bientôt combattre au cours de la guerre de Sécession. Il entraîna un nouveau clivage sur la scène politique américaine, car les

whigs abolitionnistes dénoncèrent l'expansionnisme du gouvernement démocrate de James K. Polk.

A la fin de la guerre, les Etats-Unis avaient gagné 1 360 000 kilomètres carrés, qui englobaient les territoires constituant aujourd'hui les Etats suivants : Arizona, Nevada, Californie, Utah, outre certaines parties du Nouveau-Mexique, du Colorado et du Wyoming. Mais c'était également un cadeau empoisonné, car il raviva la querelle sur la question la plus explosive de la politique américaine d'alors : les nouveaux territoires admettraient-ils ou non l'esclavage ?

**LE
COMPROMIS
DE 1850**

Jusqu'en 1845, il avait paru possible de cantonner l'esclavage dans les régions où il existait déjà. Le compromis du Missouri, en 1820, avait circonscrit ses limites, mais l'acquisition de nouveaux territoires reposait le problème de son éventuelle extension.

Bien des nordistes croyaient que, s'il n'avait pas la possibilité de se propager, l'esclavage finirait par périr et disparaître. Pour justifier leur opposition à la création de nouveaux Etats esclavagistes, ils évoquaient les déclarations de Washington et de Jefferson, ainsi que l'ordonnance de 1787 qui interdisait l'extension de l'esclavage dans le Nord-Ouest. Or le Texas, qui autorisait déjà cette institution, rejoignit naturellement les Etats esclavagistes en entrant dans l'Union. Mais la Californie, le Nouveau-Mexique et l'Utah n'avaient pas d'esclaves et, lorsque les Etats-Unis se disposèrent à en prendre possession en 1846, des controverses éclatèrent de part et d'autre.

Les extrémistes, dans le Sud, voulaient que toutes les terres rachetées au Mexique soient ouvertes aux esclavagistes. Leurs adversaires nordistes, pour leur part, demandaient que l'esclavage fût interdit dans tous les nouveaux territoires. Un groupe de modérés suggéra de prolonger jusqu'au Pacifique la ligne de partage établie par le compromis du Missouri : au nord de cette frontière, l'esclavage serait interdit ; il serait autorisé au sud. Un autre groupe proposa de s'en remettre à la «souveraineté populaire». Autrement dit, le gouvernement permettrait aux colons de pé-

nétrer dans les nouveaux territoires avec ou sans esclaves, à leur gré, puis, quand viendrait le temps de constituer la région en Etats, l'électorat trancherait.

L'opinion publique, dans le Sud, soutenait que tous les territoires avaient le droit d'autoriser l'esclavage. Le Nord affirmait avec la même vigueur qu'aucun d'eux ne pouvait exercer cette prérogative. En 1848, près de 300 000 électeurs se prononçaient en faveur des candidats présentés par le *Free Soil Party*, pour qui la meilleure politique était de «circonscrire, localiser et décourager l'esclavage». Le Midwest, le Maryland, le Kentucky et le Missouri étaient encore plus divisés et comprenaient de nombreux partisans de la souveraineté populaire, solution de compromis.

Là-dessus, on découvrit de l'or en Californie, en janvier 1848, ce qui accéléra le mouvement : une ruée gigantesque de plus de 80 000 pionniers déferla sur la côte ouest dans la seule année 1849. La question de la Californie prit donc une importance cruciale car, manifestement, le Congrès devait déterminer le statut de ce nouveau territoire, avant qu'un gouvernement organisé puisse y être établi. Les espoirs de la nation reposaient sur le sénateur Henry Clay qui, à deux reprises déjà, en des moments de tension, avait proposé des accords de compromis. Une fois de plus, il mit un terme à cette dangereuse querelle intestine en proposant un plan compliqué mais soigneusement équilibré.

Ce compromis, modifié par le Congrès, contenait un certain nombre de dispositions clés : la Californie entrerait dans l'Union en tant qu'Etat où l'esclavage serait interdit (*free soil*) par sa constitution ; le reste des territoires nouvellement annexés serait divisé en deux Etats – le Nouveau-Mexique et l'Utah – sans faire mention de l'esclavage ; les revendications du Texas sur une partie du Nouveau-Mexique seraient satisfaites par le versement d'une indemnité de dix millions de dollars ; on renforcerait les dispositifs destinés à permettre la capture des esclaves fugitifs et leur restitution à leurs anciens maîtres ; l'achat et la vente d'esclaves seraient abolis dans le district de Columbia, mais pas l'esclavage. Ces mesures – ou compromis de 1850 – furent finalement adoptées et le pays poussa un soupir de soulagement.

Pendant trois ans, le compromis sembla avoir aplani

presque toutes les divergences. Pourtant, la tension montait. Les nouvelles dispositions sur les esclaves marrons indignaient beaucoup de nordistes qui refusaient de se lancer dans cette chasse à l'homme. En outre, nombre d'entre eux continuèrent d'aider les fugitifs ; ils rendirent le «chemin de fer clandestin» plus efficace et plus audacieux que jamais.

**UNE NATION
DIVISEE**

Dans le domaine de la politique, les années 1850 peuvent être considérées comme la «décennie de l'échec», car les dirigeants nationaux furent incapables de pallier ni même de limiter les divisions entraînées par le problème de l'esclavage. En 1852, Harriet Beecher Stowe publiait *La Case de l'oncle Tom*, roman qui lui avait été inspiré par l'adoption de la loi sur les esclaves fugitifs.

Malgré son sentimentalisme et son accumulation de clichés, *La Case de l'oncle Tom* décrivait avec une vigueur indéniable la cruauté de l'esclavage ; le livre révélait l'incompatibilité foncière entre les sociétés favorables à cette institution et celles qui s'y montraient hostiles. La nouvelle génération d'électeurs dans le Nord fut profondément bouleversée par l'ouvrage. Celui-ci inspira un immense enthousiasme pour la cause des abolitionnistes, car il en appelait aux sentiments profonds de l'être humain – l'indignation devant l'injustice et la compassion envers les êtres désarmés, exposés à une exploitation sans scrupule.

En 1854, la vieille question de l'esclavage dans les nouveaux territoires ressurgit et la querelle reprit de plus belle. La région qui comprend aujourd'hui le Kansas et le Nebraska s'était rapidement peuplée et elle faisait monter la pression pour se doter de gouvernements territoriaux, voire pour accéder au rang d'Etat.

Conformément au compromis du Missouri de 1820, toute cette région était interdite à l'esclavage. Pourtant, le compromis de 1850 avait rouvert le débat par inadvertance. Les propriétaires d'esclaves, majoritaires dans le Missouri, refusèrent de laisser le Kansas interdire l'esclavage, car leur propre Etat aurait été entouré par trois voisins abolitionnistes (l'Illinois, l'Iowa et le Kansas). Ils craignaient de voir le Mis-

souri contraint d'adopter la même politique. Pendant quelque temps, les représentants de cet Etat au Congrès, soutenus par les sudistes, firent échec à tous les efforts déployés en vue de doter la région de structures administratives.

Stephen A. Douglas, sénateur démocrate de l'Illinois, déchaîna alors une tempête en proposant le *Kansas-Nebraska Act*, texte de loi qui exaspéra les abolitionnistes. Douglas prétendait que le compromis du Missouri avait été rendu caduc par celui de 1850, qui laissait à l'Utah et au Nouveau-Mexique toute liberté de résoudre la question de l'esclavage à leur guise. Son projet prévoyait deux territoires séparés, le Kansas et le Nebraska, où les colons seraient autorisés à introduire des esclaves. La population déterminerait elle-même par la suite si elle voulait entrer dans l'Union en tant qu'Etat esclavagiste ou antiesclavagiste.

Les nordistes accusèrent Douglas de courtiser le Sud pour se faire élire à la présidence en 1856. Des débats virulents marquèrent la mise au point du texte. Les partisans de la liberté le dénonçaient violemment. Le clergé nordiste le vilipendait. Les hommes d'affaires, jusque-là partisans du Sud, firent soudain volte-face. Pourtant, en mai 1854, la loi sur le Kansas et le Nebraska fut adoptée par le Sénat au milieu des salves de canon tirées par des sudistes enthousiastes. Quand Douglas se présenta ensuite à Chicago pour défendre sa position, les navires du port mirent leurs pavillons en berne, les églises sonnèrent le glas pendant une heure et une foule de 10 000 manifestants conspu si bruyamment l'orateur qu'il ne put se faire entendre.

Les résultats immédiats de cette mesure mal inspirée furent décisifs. Le parti *whig*, qui avait temporisé sur la question de l'expansion de l'esclavage, fit un plongeon mortel et laissa la place à une puissante formation nouvelle, le parti républicain, qui réclamait avant tout l'interdiction de l'esclavage sur tous les nouveaux territoires. En 1856, il choisit pour candidat à la présidence l'explorateur John Fremont, dont les expéditions au Far West avaient assuré le renom. Fremont perdit les élections, mais le nouveau parti républicain triompha dans de nombreuses régions du Nord. L'influence de dirigeants abolitionnistes comme Salmon P. Chase et William Seward ne cessa de grandir ; à leurs côtés, on vit

apparaître un avocat de haute taille et à l'allure efflanquée venu de l'Illinois, Abraham Lincoln.

L'afflux de nouveaux arrivants au Kansas, où se mêlaient des sudistes esclavagistes et des familles venues du Nord abolitionniste, provoqua un conflit armé et, bientôt, le territoire fut appelé «le Kansas sanglant». A la suite d'autres événements, la nation se rapprocha plus encore du gouffre : en 1857, il y eut notamment le fameux arrêt de la Cour suprême dans l'affaire Dred Scott.

Scott était un esclave du Missouri qui, vingt ans plus tôt, avait été emmené par son maître dans l'Illinois et dans le territoire du Wisconsin où l'esclavage était interdit par l'ordonnance du Nord-Ouest. De retour dans le Missouri, Scott regretta sa vie dans le Nord et en appela à la justice pour faire reconnaître qu'il avait été affranchi de fait par son séjour sur un territoire où l'esclavage était banni. La Cour suprême – dominée par des sudistes – décida que Scott n'avait même pas le droit de se pourvoir en justice, car il ne possédait pas la qualité de citoyen ; elle ajouta que les lois d'un Etat antiesclavagiste (l'Illinois) n'avaient pu affecter le statut de Scott, car celui-ci était toujours considéré comme résidant dans un Etat esclavagiste (le Missouri). Elle concluait enfin que les propriétaires d'esclaves avaient le droit de reprendre leur «bien» dans n'importe quelle partie du territoire fédéral et que le Congrès n'avait pas le droit de limiter l'extension de l'esclavage. La décision de la Cour invalidait ainsi toute la série de mesures prises par le Congrès depuis une génération pour tenter de régler la question.

L'arrêt *Dred Scott* souleva un vigoureux ressentiment dans tout le Nord ; jamais auparavant la Cour n'avait été aussi vivement critiquée. Pour les démocrates sudistes, cette décision représentait une grande victoire, car elle donnait une consécration judiciaire à leurs arguments en faveur de l'extension de l'esclavage à tous les territoires de l'Ouest.

**LINCOLN.
DOUGLAS
ET BROWN**

Abraham Lincoln considérait depuis longtemps l'esclavage comme un mal. Dans un discours prononcé à Peoria, dans l'Illinois, en 1854, il avait déclaré que toutes les lois fédéra-

les devaient reposer sur le principe selon lequel il fallait endiguer l'esclavage pour l'abolir un jour. D'après lui, on ne pouvait laisser la population locale se prononcer souverainement, car la question de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest concernait non seulement les habitants du cru, mais aussi l'ensemble du peuple américain. Ce discours l'avait fait largement connaître dans tous les territoires de l'Ouest.

En 1858, Lincoln et Stephen A. Douglas se disputèrent un siège de sénateur des Etats-Unis dans l'Illinois. Dès le premier alinéa du discours par lequel il inaugura sa campagne, le 17 juin, Lincoln donna le ton de ce qu'allait être l'histoire des Etats-Unis durant les sept années à venir :

Une maison divisée contre elle-même ne peut rester debout. Je crois que ce régime ne peut se prolonger de façon permanente, mi-esclavage, mi-liberté. Je ne pense pas que l'Union sera dissoute, je ne pense pas que la maison s'écroulera – mais j'espère bien qu'elle cessera d'être divisée.

Lincoln et Douglas s'engagèrent dans une série de sept débats au cours des derniers mois de 1858. Le sénateur Douglas, surnommé le «petit géant», possédait une enviable réputation d'orateur ; mais il avait affaire à forte partie avec Lincoln, qui contestait éloquemment la définition de la souveraineté populaire donnée par Douglas et ses alliés. Douglas remporta l'élection avec une faible avance, mais Lincoln était devenu une personnalité d'envergure nationale.

Le différend entre le Nord et le Sud s'aggravait de plus en plus. Pendant la nuit du 16 octobre 1859, John Brown – un abolitionniste fanatique qui avait enlevé et tué cinq colons esclavagistes dans le Kansas, trois ans plus tôt – conduisit une bande de fidèles à l'assaut d'un arsenal fédéral à Harper's Ferry, dans ce qui est aujourd'hui l'Etat de la Virginie-Occidentale. Son objectif était d'utiliser les armes saisies pour provoquer un soulèvement des esclaves. Après deux jours de combat, Brown et les survivants de sa petite troupe furent faits prisonniers par une unité de *marines*, placée sous les ordres du colonel Robert E. Lee.

L'opinion s'en émut vivement. Pour bien des sudistes, la tentative de Brown les confirmait dans leurs pires appréhensions. En revanche, les antiesclavagistes fanatiques saluè-

rent en Brown le martyr d'une grande cause. La plupart des nordistes renièrent son action, qu'ils considéraient comme une atteinte au respect de la loi et au maintien de l'ordre. Brown fut jugé pour complot, trahison et assassinat ; le 2 décembre 1859, il fut pendu. Jusqu'au bout, il resta convaincu d'avoir été un instrument entre les mains de Dieu.

**LA
SECESSION
ET LA
GUERRE
CIVILE**

Lors des élections présidentielles de 1860, le parti républicain choisit pour candidat Abraham Lincoln. Dans les rangs de cette formation, les esprits s'exaltèrent quand les dirigeants adoptèrent le mot d'ordre : «Halte à l'esclavage». Le parti promettait également l'adoption de nouveaux tarifs douaniers protectionnistes en faveur de l'industrie ; il s'engageait à faire promulguer une loi qui garantirait l'attribution gratuite de terres aux colons désireux de défricher les espaces de l'Ouest. Les démocrates étaient désunis : les sudistes avaient fait dissidence et choisi pour candidat le vice-président John C. Breckenridge, du Kentucky. Stephen A. Douglas était le candidat des démocrates du Nord. Les *whigs* irréductibles venus des Etats frontaliers se rassemblèrent autour de John C. Bell, du Tennessee.

Lincoln et Douglas s'affrontèrent dans le Nord, Breckenridge et Bell dans le Sud. Lincoln n'obtint que 39 % des suffrages exprimés, mais il disposait d'une nette majorité de 180 voix au collège des grands électeurs. Il arrivait en tête dans les dix-huit Etats antiesclavagistes. Bell était victorieux dans le Tennessee, le Kentucky et la Virginie ; Breckenridge avait été élu par les autres Etats esclavagistes, sauf le Missouri où Douglas l'avait emporté.

L'élection de Lincoln entraîna une conséquence prévisible : la sécession de la Caroline du Sud. Cet Etat attendait depuis longtemps un événement qui unirait le Sud contre les forces abolitionnistes. Dès que le résultat de l'élection fut acquis, une convention spécialement réunie par la Caroline du Sud déclara : «l'Union existant actuellement entre la Caroline du Sud et les autres Etats, à savoir les "Etats-Unis d'Amérique" est ... dissoute». Le 1^{er} février 1861, six autres Etats avaient également fait sécession ; tous appartenaient à ce que

l'on appelait le «Sud profond». Le 7 février, ces sept Etats adoptaient une constitution provisoire et s'unissaient pour former les «Etats confédérés d'Amérique». Les Etats situés dans la frange septentrionale du Sud demeuraient au sein de l'Union.

Moins d'un mois après, le 4 mars 1861, Abraham Lincoln prêtait serment en qualité de président des Etats-Unis. Dans son discours d'investiture, il refusa de reconnaître la sécession, qu'il tint pour nulle et non avenue devant la loi. Son discours se terminait par un appel en faveur du rétablissement des liens entre les Etats, au sein de l'Union. Mais le Sud demeura sourd à sa voix et, le 12 avril, les canons ouvraient le feu sur les troupes fédérales en garnison à Fort Sumter, dans le port de Charleston, en Caroline du Sud. Les hostilités avaient commencé. Jamais, ni avant ni après cette guerre, un plus grand nombre d'Américains ne devaient trouver la mort dans un conflit.

Dans les sept Etats qui avaient fait sécession, la population répondit rapidement à l'appel du nouveau président des Etats confédérés d'Amérique, Jefferson Davis. Dans les deux camps, on attendait avec inquiétude la décision des autres Etats esclavagistes qui, jusque-là, étaient restés fidèles à l'Union. En réponse au bombardement de Fort Sumter, la Virginie fit sécession le 17 avril. L'Arkansas, le Tennessee et la Caroline du Nord suivirent bientôt cet exemple. La Virginie avait abandonné l'Union avec beaucoup d'hésitation : ses hommes d'Etat avaient joué un rôle de premier plan dans le succès de la guerre d'Indépendance et l'élaboration de la Constitution ; elle avait, en outre, donné cinq présidents à la nation. Après la défection de la Virginie, le colonel Robert E. Lee se rangea aux côtés de ses compatriotes virginien ; il avait refusé le commandement des armées de l'Union pour rester fidèle à son Etat natal. Entre les Etats confédérés désormais élargis et le Nord, abolitionniste, restaient les Etats limitrophes : le Delaware, le Maryland, le Kentucky et le Missouri qui, malgré quelque sympathie pour le Sud, restèrent fidèles à l'Union.

Chacun des deux camps entra dans la guerre avec de grands espoirs de remporter une victoire rapide. Le Nord, riche en ressources matérielles, jouissait d'un avantage cer-

tain. Il comptait vingt-trois Etats et une population de vingt-deux millions d'habitants, contre onze Etats peuplés par neuf millions de personnes. La supériorité industrielle du Nord était même encore plus grande que son avantage démographique. Il possédait en abondance tout ce qu'il lui fallait pour fabriquer des armes, des munitions, des uniformes et autres. De même, son réseau ferroviaire favorisait les perspectives de succès militaires.

Le Sud disposait aussi de certains atouts. Le plus important tenait à la géographie ; il livrait une guerre défensive sur son propre territoire. Il bénéficiait également d'une tradition militaire plus solide, et son camp put se vanter, au début, de posséder les chefs militaires les plus expérimentés.

PERCEE A L'OUEST, ENLISEMENT A L'EST

La première grande bataille de la guerre, celle de Bull Run, en Virginie (également connue comme la «première bataille de Manassas»), près de Washington, dissipa toute illusion de triomphe facile et rapide. Elle fut la première d'une série de victoires sanglantes remportées par le Sud dans l'Est des Etats-Unis, sans qu'aucune ne se traduisît par un avantage militaire décisif. Pendant les premières années, les sudistes gagnèrent bien des batailles, mais jamais la guerre.

Malgré ses défaites militaires à l'Est, l'armée de l'Union fut capable de remporter des victoires sur le champ de bataille et de lents succès stratégiques sur les mers et dans l'Ouest. Dès le début de la guerre, la plus grande partie de la marine se trouvait entre les mains de l'Union, mais elle était éparpillée et faible. Le secrétaire à la Marine, Gideon Welles, prit rapidement des mesures pour la renforcer. Lincoln instaura alors le blocus des côtes sudistes. Ses effets furent d'abord négligeables, mais, en 1863, l'expédition de coton vers l'Europe et l'importation des munitions, des vêtements et des médicaments dont le Sud avait grand besoin étaient presque entièrement stoppées.

Pendant ce temps, un brillant officier de marine, David Farragut, avait mené à bien deux expéditions remarquables. Au cours de la première, il avait conduit une flotte de l'Union jusque dans l'embouchure du Mississippi, où il avait obtenu la

reddition de la plus grande ville du Sud, La Nouvelle-Orléans. Au cours de l'autre opération, il se fraya un passage à travers l'entrée fortifiée de la baie de Mobile, dans l'Alabama, captura un cuirassé confédéré et bloqua le port.

Dans la vallée du Mississippi, les forces de l'Union s'assuraient une série presque ininterrompue de succès. Elles commencèrent par rompre la longue ligne de défense des confédérés dans le Tennessee et purent ainsi occuper la presque totalité de l'ouest de l'Etat. Après avoir pris l'important port de Memphis, sur le Mississippi, elles purent avancer d'environ 320 kilomètres au cœur des Etats confédérés. Sous le commandement du général Ulysses S. Grant, connu pour sa ténacité, les soldats de l'Union résistèrent à une attaque soudaine des confédérés à Shiloh, sur les hauteurs escarpées surplombant les rives du Tennessee ; ils s'y accrochèrent jusqu'à l'arrivée de renforts qui les aidèrent à repousser leurs adversaires. Le nombre des soldats tués et blessés à Shiloh atteignit plus de 10 000 hommes dans chaque camp ; jamais encore les Américains n'avaient subi de telles pertes. Mais ce n'était que le début du carnage.

En Virginie, au contraire, les troupes de l'Union continuèrent d'essuyer défaite sur défaite. Dans une série de tentatives sanglantes pour s'emparer de Richmond, la capitale confédérée, les forces de l'Union furent sans cesse repoussées. Les confédérés disposaient de deux grands avantages : d'une part, les nombreux cours d'eau qui coupaient la route entre Washington et Richmond constituaient pour les sudistes de fortes lignes de défense ; d'autre part, les capacités de leurs deux généraux, Robert E. Lee et Thomas J. (Stonewall) Jackson, surpassaient celles des premiers commandants des forces de l'Union. En 1862, l'un de ces derniers, George McClellan, se lança dans une tentative lente et excessivement prudente pour prendre Richmond. Mais dans la bataille des sept jours, qui se déroula du 25 juin au 1^{er} juillet 1862, les soldats de l'Union furent constamment refoulés, tandis que les deux camps subissaient des pertes effroyables.

Après une nouvelle victoire des confédérés, lors de la seconde bataille de Bull Run (ou de Manassas), Lee traversa le Potomac et envahit le Maryland. McClellan réagit de nouveau avec circonspection, en dépit d'un avantage numérique

écrasant et du fait que Lee avait scindé ses propres forces. Les confédérés et l'Union s'affrontèrent de nouveau à Antietam Creek, près de Sharpsburg, dans le Maryland, le 17 septembre 1862 ; ce fut la journée la plus sanglante de la guerre : il y eut 4 000 morts et 18 000 blessés. Malgré son avantage numérique, McClellan ne parvint pas à enfoncer les lignes de Lee ni à exercer une pression suffisante sur les sudistes pour les empêcher de battre en retraite derrière le Potomac avec leur armée intacte, et Lincoln le limogea.

Certes, la bataille d'Antietam n'avait pas eu de résultat concluant dans le domaine militaire, mais ses conséquences furent pourtant décisives. La Grande-Bretagne et la France, qui étaient sur le point de reconnaître les Etats confédérés, ajournèrent leur décision, et le Sud ne reçut jamais la reconnaissance diplomatique et l'aide économique qu'il attendait désespérément de l'Europe.

La bataille d'Antietam fournit également à Lincoln l'occasion dont il avait besoin pour rendre publique sa proclamation préliminaire d'émancipation en vertu de laquelle, à partir du 1^{er} janvier 1863, tous les esclaves se trouvant dans les Etats révoltés contre l'Union étaient affranchis. Dans la pratique, la proclamation n'eut que fort peu d'effets immédiats. Elle n'émancipait les esclaves que dans les Etats confédérés, tout en laissant subsister l'esclavage dans les Etats limitrophes. Sur le plan politique, pourtant, elle signifiait que la préservation de l'Union n'était plus le seul objectif déclaré de l'effort de guerre : il fallait désormais y ajouter l'abolition de l'esclavage.

Le texte définitif de la Proclamation d'Emancipation des esclaves, publié le 1^{er} janvier 1863, autorisa par la même occasion l'enrôlement des Noirs dans les armées de l'Union, mesure que les dirigeants abolitionnistes comme Frederick Douglass réclamaient avec insistance depuis l'ouverture des hostilités. En fait, les forces de l'Union avaient déjà accueilli les esclaves fugitifs considérés comme «contrebande de guerre», mais après la Proclamation d'Emancipation l'armée de l'Union recruta et entraîna des régiments de soldats noirs qui se distinguèrent au combat sur tous les champs de bataille, de la Virginie au Mississippi. Quelque 178 000 Américains d'origine africaine servirent les Etats-Unis dans des ré-

giments composés de gens de couleur et 29 500 dans la marine de l'Union.

Malgré les gains politiques acquis par la Proclamation d'Emancipation, les perspectives militaires du Nord paraissaient peu favorables dans l'Est, car l'armée de la Virginie du Nord conduite par Lee continua de malmener l'armée du Potomac mise en ligne par l'Union, tout d'abord à Fredericksburg en Virginie, en décembre 1862, puis à Chancellorsville, en mai 1863. Mais si cette dernière victoire fut l'une des plus brillantes remportées par Lee, ce fut aussi l'une des plus coûteuses, car elle causa la mort de son plus valeureux lieutenant, le général Stonewall Jackson, que ses propres hommes avaient abattu par mégarde.

**DE
GETTYSBURG
À
APPOMATTOX**

Pourtant, aucune des victoires confédérées ne fut décisive. Le gouvernement fédéral se contentait, chaque fois, de lever de nouvelles troupes et de revenir à la charge. Convaincu que la cuisante défaite des nordistes à Chancellorsville pouvait lui assurer le succès, Lee attaqua en direction du nord, sur le territoire de la Pennsylvanie, en juillet 1863 ; cette offensive l'avait conduit à proximité de la capitale de l'Etat, Harrisburg, quand une imposante armée de l'Union interrompit sa progression devant Gettysburg, où se déroula une bataille de titans pendant trois jours. Ce fut le plus grand affrontement de toute la guerre. Les confédérés tentèrent vaillamment de percer les lignes de l'Union. Ils échouèrent et les vétérans de Lee, après avoir subi des pertes écrasantes, durent se replier sur le Potomac.

Plus de 3 000 soldats de l'Union et près de 4 000 confédérés étaient morts à Gettysburg. Les blessés et les disparus étaient au nombre de 20 000 de part et d'autre. Le 19 novembre 1863, Lincoln inaugurait le nouveau cimetière national de Gettysburg en prononçant ce qui est peut-être le plus célèbre discours de l'histoire des Etats-Unis. Il termina sa brève allocution par ces mots :

*Nous tous ici présents sommes fermement résolus
à faire en sorte que ces morts ne se soient pas sacrifiés
en vain – que notre nation, avec l'aide de Dieu, renaisse*

à la liberté – et que le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ne disparaisse pas de la surface de la terre.

Pendant ce temps, sur le Mississippi, dans l'Ouest, Grant était tenu en échec devant Vicksburg où les confédérés s'étaient fortement retranchés sur des falaises trop hautes pour être attaquées par les unités navales. Aussi, en 1863, commença-t-il à se déployer au-dessous et autour de Vicksburg, soumettant la position à un siège de six semaines. Le 4 juillet, il s'emparait de la ville et de la plus forte armée confédérée de l'Ouest. Le fleuve était désormais entièrement occupé par l'Union. La Confédération était coupée en deux et il lui était devenu presque impossible de se ravitailler au Texas et dans l'Arkansas.

Les victoires du Nord à Vicksburg et à Gettysburg, en juillet 1863, marquèrent un tournant décisif, mais les effusions de sang continuèrent pendant plus de dix-huit mois.

Lincoln commença par rappeler Grant dans l'Est pour le nommer commandant en chef de toutes les forces de l'Union. En mai 1864, celui-ci pénétra profondément en Virginie et affronta l'armée confédérée de Lee dans une bataille de trois jours, la bataille de la Wilderness. Les pertes furent lourdes des deux côtés, mais, contrairement aux autres commandants de l'Union, Grant refusa de battre en retraite. Il tenta plutôt de contourner l'armée de Lee pour l'obliger à étirer ses lignes constamment pilonnées par l'artillerie et harcelées par l'infanterie. «J'ai l'intention d'en finir ici, même si nous devons y passer tout l'été», avait déclaré Grant à Spotsylvania pendant les cinq jours d'une sanglante guerre de tranchées, devenue habituelle sur le front de l'Est depuis près d'un an.

A l'Ouest, les forces de l'Union s'étaient emparées du Tennessee à l'automne de 1863, après les victoires de Chattanooga et de Lookout Mountain ; ces batailles avaient ouvert les voies d'accès à la Georgie dont la conquête fut entreprise par le général William T. Sherman. Celui-ci l'emporta sur plusieurs petites armées confédérées, occupa Atlanta, la capitale de l'Etat, puis marcha vers la côte atlantique en détruisant systématiquement les chemins de fer, les usines, les entrepôts et tout ce qu'il trouvait sur sa route. Ses hommes,

coupés de leurs lignes de ravitaillement normales, pillèrent la campagne pour se nourrir. Après avoir atteint le littoral, Sherman marcha vers le nord et, en février 1865, il prenait Charleston, en Caroline du Sud, où avaient été tirés les premiers coups de feu de la guerre civile. Sherman, mieux que les autres généraux de l'Union, avait compris qu'il était tout aussi important de détruire la volonté et le moral du Sud que de vaincre ses armées.

Pendant ce temps, Grant encerclait Petersburg en Virginie. Le siège dura neuf mois jusqu'au moment où Lee abandonna tout à la fois Petersburg et Richmond, la capitale confédérée, pour tenter de se replier vers le sud, en mars 1865. Mais il était trop tard. Le 9 avril 1865, cerné par d'imposantes armées de l'Union, Lee se rendit à Grant. La scène eut lieu dans le palais de justice d'Appomattox. Des combats sporadiques se poursuivirent çà et là pendant plusieurs mois, mais la guerre de Sécession était terminée.

Les termes de la reddition étaient magnanimes. Au retour de sa rencontre avec Lee, Grant fit taire les manifestations bruyantes de ses soldats en leur rappelant : «Les rebelles sont à nouveau nos compatriotes.» La guerre pour l'indépendance du Sud était devenue une «cause perdue» ; son héros, Robert E. Lee, faisait l'admiration de tous pour ses brillantes qualités de chef et sa grandeur dans la défaite.

**SANS MAL-
VEILLANCE
ENVERS
PERSONNE**

Pour le Nord, la guerre avait fait apparaître un héros plus grand encore en la personne d'Abraham Lincoln – un homme qui désirait, par-dessus tout, ressouder l'Union, non par la force et la répression, mais grâce à la chaleur des sentiments et à la générosité du cœur. En 1864, il avait été réélu à la présidence après avoir battu son adversaire démocrate, George McClellan, le général qu'il avait lui-même limogé après la bataille d'Antietam.

Le discours par lequel Lincoln inaugurait son second mandat se terminait par ces mots :

Sans malveillance envers personne ; avec compassion pour tous ; avec fermeté dans la poursuite du bien, tel que Dieu nous donne de le voir, efforçons-nous de

mener à terme l'œuvre que nous avons entreprise ; de panser les plaies de la nation ; de veiller sur celui qui a porté le poids de la bataille, sur sa veuve et sur son orphelin... de faire tout notre possible pour instaurer et défendre une paix juste et durable, parmi nous et avec toutes les nations.

Trois semaines plus tard, deux jours après la reddition de Lee, Lincoln prononçait son dernier discours public dans lequel il exposait une généreuse politique de relèvement (*reconstruction*) pour le Sud.

Le 14 avril, le Président tint ce qui devait être son dernier conseil de cabinet. Ce soir-là, il devait assister à une représentation au Ford's Theater. C'est là qu'il fut assassiné dans la loge présidentielle par John Wilkes Booth, un comédien virginien rendu furieux par la défaite du Sud. Booth fut tué quelques jours plus tard, au cours d'une fusillade. Ses complices furent arrêtés et exécutés par la suite.

La première des tâches prioritaires que devait assumer le Nord victorieux – placé désormais sous la conduite du vice-président Andrew Johnson, un sudiste resté fidèle à l'Union – consistait à déterminer le sort et le statut des Etats sécessionnistes. Lincoln avait déjà préparé le terrain. A ses yeux, les habitants du Sud ne s'étaient jamais séparés légalement de l'Union ; abusés par quelques citoyens déloyaux, ils avaient été poussés à défier l'autorité fédérale. Et puisque la guerre était le fait d'une série d'individus, le gouvernement fédéral devait traiter avec ces individus et non avec des Etats. Ainsi, en 1863, Lincoln avait déclaré que si, dans un Etat quel qu'il soit, 10 % des électeurs inscrits en 1860 voulaient former un gouvernement fidèle à la Constitution des Etats-Unis et jurant obéissance aux lois du Congrès et aux décrets du président, il serait reconnu comme le gouvernement légal de l'Etat.

Le Congrès rejeta ce projet en contestant le droit de Lincoln de traiter cette affaire sans l'avoir consulté au préalable. Certains membres du Congrès réclamaient de lourds châtiments pour tous les Etats sécessionnistes. Et pourtant, même avant que la guerre ne soit entièrement terminée, de nouveaux gouvernements avaient été constitués en Virginie, dans le Tennessee, dans l'Arkansas et en Louisiane.

En vue de résoudre l'un de ses plus graves problèmes – déterminer le sort des anciens esclaves – le Congrès créa, en mars 1865, le Freedmen's Bureau (Bureau des affranchis) chargé de veiller sur les citoyens américains d'origine africaine et de leur apprendre à assurer leur propre subsistance. En décembre, il ratifia le Treizième Amendement à la Constitution des Etats-Unis, pour abolir l'esclavage.

Tout au long de l'été 1865, Johnson s'employa à appliquer le programme de reconstruction imaginé par Lincoln, en y apportant quelques petites modifications. Par proclamation présidentielle, il nomma un gouverneur pour chacun des anciens Etats confédérés et rétablit de nombreux citoyens du Sud dans leurs droits politiques en faisant usage de son droit de grâce présidentiel.

Des conventions furent convoquées dans chacun des anciens Etats confédérés. Johnson leur demanda d'invalidier l'acte de sécession, d'abolir l'esclavage, de refuser de reconnaître toutes les dettes de guerre contractées par les Etats confédérés et de ratifier le Treizième Amendement. A la fin de 1865, ce processus était terminé presque partout.

UNE RECONSTRUCTION DRACONIENNE Lincoln et Johnson avaient prévu l'un et l'autre que le Congrès aurait le droit de refuser aux législateurs sudistes des sièges au Sénat et à la Chambre des représentants des Etats-Unis, en vertu de l'article de la Constitution déclarant chaque Chambre juge de l'éligibilité de ses membres. C'est ce qui se produisit quand, à l'instigation de Thaddeus Stevens, représentant de la Pennsylvanie, ceux que l'on appelait les républicains radicaux cherchèrent à punir le Sud en refusant leur siège aux sénateurs et représentants élus par les anciens Etats sécessionnistes. Ensuite, le Congrès entreprit de mettre au point un plan pour la reconstruction du Sud, différent de celui qu'avait esquissé Lincoln et dont Johnson avait amorcé l'application.

Le public apporta un soutien de plus en plus large aux membres du Congrès qui voulaient attribuer aux Noirs le bénéfice de la pleine citoyenneté. Dès le mois de juillet 1866, le Congrès avait adopté un projet de loi sur les droits civiques

et créé un nouveau Bureau des affranchis dans le but d'interdire toute discrimination raciale de la part des assemblées législatives du Sud. Ensuite, il adopta le Quatorzième Amendement à la Constitution, qui déclare que «toute personne née ou naturalisée aux Etats-Unis, et soumise à leur juridiction, est citoyen des Etats-Unis et de l'Etat dans lequel elle réside» ; cette disposition répudiait l'arrêt *Dred Scott* qui refusait aux esclaves leurs droits de citoyens.

Toutes les assemblées législatives des Etats du Sud, à la seule exception du Tennessee, repoussèrent l'amendement, parfois même à l'unanimité. Au lendemain de la guerre, ces assemblées avaient adopté à l'intention des Noirs des lois («codes noirs») qui visaient à remettre en servitude les esclaves affranchis. Les textes différaient d'un Etat à l'autre, mais ils avaient un certain nombre de dispositions en commun. Les Noirs étaient obligés de signer des contrats de travail annuels sous peine de sanctions en cas d'infraction ; les enfants à charge étaient soumis à un apprentissage obligatoire et exposés à des châtiments corporels de la part de leurs maîtres ; les Noirs sans domicile pouvaient être vendus à des particuliers s'ils n'étaient pas en mesure de payer de lourdes amendes.

Par réaction, certains groupements nordistes demandèrent une intervention des autorités pour protéger les droits des Noirs dans le Sud. Selon la loi de mars 1867 sur la Reconstruction (*Reconstruction Act*) le Congrès, refusant de reconnaître les gouvernements établis dans les Etats sudistes, divisa le Sud en cinq régions placées sous l'autorité militaire. Pour échapper à ce régime, chaque Etat devait procéder à la mise en place d'un gouvernement civil qui prêterait serment d'allégeance à l'Union, ratifierait le Quatorzième Amendement et garantirait le droit de vote aux Noirs. L'amendement fut ratifié en 1868.

Le Quinzième Amendement, adopté par le Congrès l'année suivante et ratifié en 1870 par les assemblées législatives des Etats, prévoyait que «le droit de vote des citoyens des Etats-Unis ne sera dénié ou limité par les Etats-Unis, ou par quelque Etat que ce soit, pour des raisons de race, de couleur ou de condition antérieure de servitude».

Cependant, les républicains radicaux du Congrès s'irri-

taient des vetos successifs opposés par le président Johnson aux lois qui visaient à protéger les Noirs récemment affranchis et à punir les anciens dirigeants confédérés en les privant de leur droit d'éligibilité. Certes, les assemblées passèrent outre, mais l'hostilité des législateurs envers Johnson était si grande que, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, une procédure de mise en accusation (*impeachment*) fut engagée en vue de le destituer.

Le principal tort de Johnson était de s'opposer à la politique répressive du Congrès et d'user d'un langage violent pour la critiquer. Sur le plan juridique, l'accusation la plus grave que ses ennemis pouvaient porter contre lui était d'avoir écarté de son cabinet le secrétaire à la Guerre, ferme partisan du Congrès, malgré la loi qui exigeait l'approbation du Sénat pour la révocation d'un fonctionnaire dont la nomination avait été confirmée par cette même chambre. Pourtant, lorsque la procédure de destitution fut entamée devant le Sénat, il fut prouvé que Johnson avait techniquement le droit de limoger un membre de son cabinet et, mieux encore, certains soulignèrent que l'on allait créer un dangereux précédent en destituant un président parce que celui-ci était en désaccord avec la majorité des législateurs. La tentative de destitution échoua à une très faible majorité, et Johnson conserva sa charge jusqu'à l'expiration de son mandat.

Simultanément, en application du *Military Reconstruction Act*, le Congrès avait réintégré dans l'Union, en juin 1868, l'Arkansas, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, la Louisiane, la Georgie, l'Alabama et la Floride. Dans nombre de ces sept Etats, la majorité des gouverneurs, des représentants et des sénateurs étaient des hommes venus du Nord – appelés *carpetbaggers* parce qu'ils ne possédaient, en arrivant, que leur *carpet bag*, leur sac de voyage en tapisserie. Ces gens s'étaient installés dans le Sud après la guerre pour y faire une carrière politique, en s'appuyant le plus souvent sur les Noirs affranchis. Dans les assemblées législatives de la Louisiane et de la Caroline du Sud, les Noirs s'assurèrent effectivement la majorité des sièges. Les trois derniers Etats sudistes – le Mississippi, le Texas et la Virginie – acceptèrent finalement les conditions imposées par le Congrès et furent réintégréés dans l'Union en 1870.

Bien des Blancs sudistes, menacés dans leur hégémonie sociale et politique, eurent recours à des moyens illégaux pour empêcher les Noirs d'accéder à l'égalité. Les actes de violence contre les affranchis se multiplièrent et, en 1870, un regain de désordres entraîna l'adoption d'une loi punissant sévèrement quiconque tentait de priver les Noirs de leurs droits civiques.

**LA FIN DE
LA RECONSTRUCTION**

Au fil du temps, il devint de plus en plus évident que les problèmes du Sud ne pourraient être résolus par des lois répressives ni par des manifestations persistantes de rancœur à l'encontre des anciens confédérés. En mai 1872, le Congrès adopta une loi d'amnistie générale qui réintégraient tous les anciens confédérés, à l'exception de cinq cents d'entre eux, dans la plénitude de leurs droits politiques.

Progressivement, les Etats du Sud commencèrent à élire des membres du parti démocrate, à se débarrasser des gouvernements de *carpetbaggers*, mais aussi à utiliser divers moyens d'intimidation pour empêcher les Noirs de voter ou de se faire élire à une charge publique. En 1876, les républicains n'étaient plus au pouvoir que dans trois Etats sudistes. Cette année-là, au terme d'une élection présidentielle très contestée, qui avait donné lieu à un marchandage en faveur du candidat républicain, Rutherford B. Hayes, le parti républicain s'engagea à mettre un terme à la «reconstruction» telle que l'entendaient les radicaux. La majeure partie du Sud resta aux mains des démocrates. En 1877, Hayes retira les troupes fédérales encore en garnison dans le Sud et renonça tacitement à toute responsabilité du gouvernement fédéral quant à la défense des Noirs et de leurs droits civiques.

Malheureusement, la politique raciale nationale passa soudain d'un extrême à l'autre. Alors que, jusque-là, les autorités avaient infligé de dures sanctions aux dirigeants sudistes blancs quand ils faisaient preuve de racisme, elles se mirent à tolérer de nouvelles mesures discriminatoires très humiliantes à l'encontre des Noirs. Le dernier quart du XIX^e siècle vit se multiplier les lois dites de «Jim Crow» dans les Etats du Sud qui introduisirent la ségrégation dans les

écoles publiques, interdirent ou limitèrent l'accès des Noirs à de nombreux lieux publics, tels que les parcs, les restaurants ou les hôtels, et refusèrent à la plupart des Noirs le droit de vote, en leur imposant un cens électoral et des conditions arbitraires d'alphabétisation.

S'ils célèbrent l'éclat moral et la passion qui ont inspiré la guerre de Sécession, les historiens, en général, jugent sévèrement la reconstruction, considérée comme une période trouble, marquée par les conflits politiques, la corruption et la régression. Les esclaves avaient obtenu la liberté, mais pas l'égalité. Le Nord avait complètement échoué dans ses tentatives pour régler le sort économique des affranchis. Des initiatives telles que la création du Bureau des affranchis se révélèrent inadaptées pour aider efficacement les anciens esclaves qui avaient besoin d'institutions capables de leur fournir des chances politiques et économiques ou de les protéger simplement contre les actes de violence et les manœuvres d'intimidation. En vérité, les officiers de l'armée fédérale et les fonctionnaires du Bureau des affranchis étaient souvent racistes eux-mêmes. Les Noirs dépendaient de ces nordistes blancs pour les protéger contre les Blancs du Sud, lesquels se regroupèrent bientôt au sein d'organisations, telles que le Ku Klux Klan, pour terroriser les Noirs et les empêcher d'exercer leurs droits. Dépourvus de ressources économiques propres, beaucoup de Noirs sudistes se virent contraints de devenir métayers sur les terres de leurs anciens maîtres, prisonniers d'un cycle de pauvreté qui allait se perpétuer bien avant dans le *xx*^e siècle.

Durant cette période, les pouvoirs publics avaient obtenu une certaine réussite dans la reconstruction des Etats du Sud dévastés par la guerre et dans le développement des services publics, notamment la création d'écoles financées par l'impôt, tant pour les Blancs que pour les Noirs. Pourtant, des sudistes récalcitrants se saisirent de quelques cas de corruption (fréquents dans le Sud à cette époque) pour se débarrasser des derniers régimes radicaux. L'échec de la reconstruction entraîna l'ajournement jusqu'au *xx*^e siècle de la lutte des Américains d'origine africaine pour l'égalité et la liberté – moment où le problème allait cesser d'être purement sudiste pour prendre une dimension nationale.

PEACE DEMOCRATS, COPPERHEADS, EMEUTES DES CONSCRITS

Tout au long de sa présidence, Abraham Lincoln dut faire face à des opposants résolus, hostiles à sa politique et à sa façon de gouverner le pays en temps de guerre. L'opposition se cristallisa naturellement au sein du parti démocrate dont le candidat, Stephen Douglas, avait obtenu 44 % des voix dans les Etats antiesclavagistes lors des élections de 1860.

La virulence des critiques augmentait ou diminuait généralement selon les revers ou les succès du Nord sur le champ de bataille. La première manifestation de mécontentement quant à l'effort de guerre – donc à l'égard du Président – ne vint pourtant pas des démocrates mais du Congrès, qui créa une commission mixte sur la conduite de la guerre, en décembre 1861, pour enquêter sur les défaites des armées de l'Union à Bull Run et Ball's Bluff. Dominée par des républicains radicaux, la commission demanda instamment au gouvernement de s'engager plus vigoureusement dans le conflit et dans la politique d'émancipation des esclaves.

Inversement, comme on pouvait s'y attendre de la part d'une formation politique qui plaçait la «souveraineté populaire» au-dessus de tout, certains démocrates estimaient que le maintien de l'Union ne justifiait pas une guerre à outrance. Il furent appelés Peace Democrats et les éléments extrémistes de leur groupe reçurent le sobriquet de Copperheads.

Bellicistes ou pacifistes, fort peu de démocrates pensaient que l'affranchissement des esclaves méritait une effusion de sang nordiste. De fait, l'opposition à l'émancipation était depuis longtemps dans la ligne du parti. En 1862, presque tous les élus démocrates au Congrès votèrent contre la suppression de l'esclavage dans le district de Columbia et son interdiction dans les territoires de l'Ouest.

Une grande partie des opposants à l'émancipation appartenaient aux classes laborieuses les plus défavorisées – notamment les immigrés catholiques irlandais et allemands – qui craignaient de voir le Nord submergé de Noirs nouvellement affranchis. Alimentées par de tels sentiments, des émeutes raciales éclatèrent dans différentes villes du Nord, en 1862.

Avec la Proclamation d'Emancipation lancée en janvier 1863, Lincoln ajoutait manifestement l'abolition de l'esclavage à ses objectifs de guerre. Cette attitude était loin de faire l'unanimité dans le Nord. Ainsi, dans l'Indiana et l'Illinois, les assemblées législatives adoptèrent des lois favorables à une paix avec les Etats confédérés et au retrait de cette proclamation tenue pour «mauvaise, inhumaine et blasphématoire».

La difficulté que le Nord rencontrait à poursuivre la guerre conduisit Lincoln à suspendre l'habeas corpus en septembre 1862 et à instaurer la loi martiale pour lutter contre ceux qui faisaient obstacle à l'enrôlement des soldats ou fournissaient aide et secours aux rebelles. Ce manquement aux principes du gouvernement civil était certes justifié du point de vue de la Constitution, en temps de crise, mais il donna aux démocrates une autre occasion de critiquer Lincoln. Le secrétaire à la Guerre, Edwin Stanton, appliqua la loi martiale avec vigueur et fit arrêter plusieurs milliers de per-

sonnes – des sympathisants sudistes ou des démocrates, pour la plupart.

Le besoin d'effectifs dans les armées nordistes entraîna, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, le vote d'une loi sur le service militaire obligatoire. Promulguée en 1863 pour «encourager» les enrôlements, elle suscita de nombreuses réactions d'hostilité. L'opposition se manifesta de façon particulièrement vive parmi les Copperheads de Pennsylvanie, de l'Ohio, de l'Indiana et du Wisconsin, où il fallut faire appel aux troupes fédérales pour permettre l'application de la loi.

Il faut noter qu'un conscrit pouvait se racheter pour 300 dollars, l'équivalent annuel à cette époque du revenu d'un ouvrier non qualifié. Cette particularité ajouta à l'impression – également très forte dans certaines parties de la Confédération – que «les pauvres faisaient la guerre pour les riches».

C'est à New York, pendant l'été 1863, que la résistance à la conscription fut la plus grande. En juillet, un groupe de Noirs y fut amené, sous la protection de la police, pour remplacer les dockers irlandais en grève. Au même moment, un tirage au sort fut organisé pour désigner les jeunes gens enrôlés en vertu de la loi sur la conscription, fort impopulaire. La conjonction des deux événements entraîna quatre jours d'émeutes et il fallut faire venir plusieurs régiments de Gettysburg pour rétablir l'ordre.

Le procès civil le plus célèbre de la guerre de Sécession eut également lieu cette année-là. Il concernait Clement Vallandigham, candidat démocrate au poste de gouverneur de l'Ohio. Cherchant apparemment à renforcer ses chances de succès, il viola délibérément un interdit militaire contre les «faits de trahison» et s'en prit à la politique du président Lincoln, réclamant des négociations pour mettre fin au conflit, qu'il résuma en ces termes : «Une guerre pour l'affranchissement des Noirs et l'asservissement des Blancs.» A la suite de quoi des soldats de l'Union firent irruption chez lui pour l'arrêter.

La légalité de l'arrestation de Clement Vallandigham fut immédiatement contestée par les démocrates et, en vérité, par quelques républicains aussi. La réponse de Lincoln fut d'expédier le coupable derrière les lignes de la Confédération où celui-ci obtint l'investiture de son parti. Etabli ensuite au Canada, il y mena une campagne tapageuse mais sans succès.

Malgré les victoires des nordistes à Vicksburg et à Gettysburg en 1863, les candidats des Peace Democrats continuèrent à exploiter les malheurs de la nation et les susceptibilités raciales. Il régnait une telle atmosphère dans le Nord que Lincoln était convaincu de ne pas être réélu en 1864.

Le candidat démocrate à la présidence, cette année-là, était le général George McClellan, l'homme que Lincoln avait relevé de ses fonctions de commandant de l'armée du Potomac deux ans plus tôt. Le candidat à la vice-présidence était un proche allié de Clement Vallandigham. Pourtant, malgré les espoirs des démocrates, George McClellan refusa de faire siennes les demandes de son parti concernant la conclusion d'une paix négociée. Aussi, à un moment où la victoire militaire était enfin à sa portée, Lincoln triompha-t-il aisément de McClellan en novembre et se fit-il réélire par tous les Etats nordistes, excepté le New Jersey et le Delaware. ★